

**DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES**

**VILLE DE CERET**

**ARRÊTÉ N° 214/2024**

**Autorisant l'utilisation du domaine public**

**Pour l'installation d'un véhicule de vente**

**À l'occasion du Carnaval**

**Place Picasso**

**Du samedi 23 mars au dimanche 24 mars 2024**



Le Maire de la Ville de Céret,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2213-1 et L 2213-2,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610.5, indiquant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe,

VU le Code de la Route

VU la loi 82.213 du 02 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la circulaire de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 19/06/2023, adaptant la posture Vigipirate à la période « été/automne 2023 » et jusqu'à nouvel ordre. L'ensemble du territoire national est maintenu au niveau « sécurité renforcée – risque attentat » pour faire face à une menace terroriste qui reste durablement élevée.

VU le bulletin d'alerte Vigipirate en date du 13/10/2023 élevant la posture Vigipirate au niveau « Urgence Attentat » sur l'ensemble du territoire

VU le programme des festivités prévues pour le carnaval,

VU la demande faite par Madame REVELAT Patricia, afin d'installer un véhicule de vente de bonbons, sur la Place Picasso, durant les cavalcades du Carnaval et le bal masqué, le samedi 23 mars 2024 14h00 au dimanche 24 mars 2024 02h00,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** - À l'occasion du Carnaval, Madame REVELAT Patricia est autorisée à utiliser le domaine public, à Céret, pour l'installation d'un véhicule de vente de bonbons sous réserve de présentation d'une attestation d'assurance et d'une carte d'activité commerciale, du samedi 23 mars 2024 14h00 au dimanche 24 mars 2024 02h00 sur la Place Picasso.

**ARTICLE 2** - Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 3** - Monsieur le Directeur Général des Services, les services de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Céret sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Céret, le dix-neuf mars deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,



Denis DUNYACH,  
Adjoint au Maire

Le Maire,  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès  
de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois  
à compter de la présente notification.